



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1890 - 9 juin 1994 - 3 F

D 1890 **BRÉSIL** : AGGRAVATION DES CONTRADICTIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Le Brésil continue inexorablement sa marche vers la concentration du revenu national (cf. DIAL D 1283, 1449 et 1587). En 1990, 1% de la population la plus riche jouissait de 14,6% du revenu total (13% en 1981), tandis que les 50% de la population la plus pauvre se partageaient 11,2% du revenu total (13,4% en 1981). Neuvième puissance économique du monde, le Brésil a reculé au 70ème rang dans la classification par "indicateur de développement humain".

Ces données et quelques autres sont extraites du document de travail préparatoire à la "2ème Semaine sociale" qui doit se tenir à Brasilia, du 24 au 29 juillet 1994, sur le thème "Brésil: alternatives et acteurs".

Note DIAL

La crise économique brésilienne - Ses contradictions

Le Brésil est la neuvième puissance économique du monde. Son produit intérieur brut s'est élevé en 1993 à 446 milliards de dollars. Selon l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), la production industrielle a connu un taux de croissance de 9,6% en 1993. C'est le meilleur résultat depuis 1986. Tous les secteurs sont en expansion, en particulier celui des biens de consommation durables qui a augmenté sa production de 41% par rapport à 1992.

Par contre, le secteur des biens de consommation non durables a connu une expansion beaucoup plus modeste car la croissance économique de 1993 ne s'est pas accompagnée d'une augmentation du niveau de l'emploi. Bien au contraire, à l'inverse de l'augmentation de la production, les emplois industriels ont baissé de 2% en 1993. Les experts ont noté que l'expansion de la production couplée à une faible absorption de main-d'oeuvre, caractéristique de la croissance économique récente, a limité la demande en biens non durables, du fait que le marché de la consommation ne s'est pas élargi. Il semble ici se confirmer que la recherche d'une productivité accrue signifie toujours, en fin de compte, produire plus avec moins de travailleurs.

La grande question qui se pose alors est la suivante: si la technologie est capable de produire sans les gens, elle n'a pas encore été capable d'inventer un monde où les gens consomment sans salaire. Le capital consomme le travail. Le prolétariat perd l'emploi.

L'industrie de l'automobile, un secteur de pointe dans l'économie, a connu une étonnante croissance en 1993, avec la production de plus de 1,3 millions de voitures. Dans le secteur financier, les bilans des banques révèlent que les gains ont été de 30% supérieurs à l'inflation en 1993. Les bourses de valeurs affichent le contentement avec des taux élevés d'investissements et avec des entrées importantes de dollars.

Toutes ces données manifestent l'ampleur et le dynamisme de l'économie brésilienne. En contrepoint, d'autres études et rapports font apparaître le Brésil comme l'un des champions en déséquilibres structurels. Voyons-en quelques-uns.

D'après le Rapport mondial sur le développement humain 1993 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Brésil est passé du 50e rang au 70e en matière de classification des conditions d'existence qui associe les taux d'analphabétisme, de distribution du revenu et de la mortalité infantile¹.

- D'après la Food and Agriculture Organization (FAO), 30% seulement de la population est intégrée au marché formel du travail. Sur les 70% qui sont exclus de la production, 30% ne travaillent pas, 22% sont sous-employés et 18% sont chômeurs. La carte du marché du travail élaborée par l'IGBE fait apparaître que sur les 64 millions de Brésiliens économiquement actifs, 31 millions n'ont aucune couverture sociale, c'est-à-dire qu'ils vivent de l'économie informelle.

- Dans la liste de 120 pays analysés, la Banque mondiale classe le Brésil au 74e rang en matière d'éducation.

- Le Brésil est l'un des champions en matière de mauvaise distribution du revenu: en 1990, 1% de la population bénéficiait de 14,6% du revenu national, tandis que les 50% plus pauvres n'ont accès qu'à 11,2% du total du revenu national. Les 20% les plus riches gagnent 25 fois plus que les 20% plus pauvres. D'après des études internationales, deux autres pays du monde seulement ont une plus grande concentration du revenu.

- Une étude de l'IGBE montre que le revenu des travailleurs urbains a enregistré des pertes réelles jusqu'à 31,70% entre 1979 et 1990.

Ces données montrent l'ampleur et les contradictions d'une économie en crise, après être passée par une décennie perdue². Peut-on tenir pour correcte l'explication selon laquelle l'augmentation du chômage, la baisse réelle des salaires, l'augmentation de la misère et le démantèlement des services publics ont été la conséquence inévitable de la crise économique? Les problèmes majeurs viendraient-ils du retard technologique des entreprises et de l'emprise excessive de l'État, rendant ainsi nécessaires les "ajustements structurels" prônés par le Fonds monétaire international (FMI)? Quel est le vrai sens du mot "crise" appliqué à l'économie brésilienne?

Dans ce cadre de l'idéologie néolibérale, les économies nationales ont vu réduire leur niveau de protection. La globalisation de l'économie mondiale (productive et financière) s'est effectuée par l'intégration des économies nationales. C'est la pression des élites internationales, en correspondance avec les élites nationales, qui pousse à l'ouverture de l'économie brésilienne, sans jamais faire aucun mention de l'amélioration des conditions de vie de la population ni de l'élargissement du marché interne du pays.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

¹ En 1990, le PNUD a introduit, dans la mesure du progrès économique et social, l' "indicateur de développement humain" combinant revenu national, scolarisation-alphabétisation des adultes et espérance de vie (NdT).

² Cf. DIAL D 1551 (NdT).